

Les Centristes **L'Europe au cœur du débat environnemental :** **propositions des Centristes pour une politique énergétique** **juste et efficace**

Les CENTRISTES
le nouveau centre

Commission Énergie,
Environnement, Eau

Les Centristes ont décidé de s'engager avec une détermination toute particulière dans la campagne pour les élections européennes du 26 mai 2019. En effet, nous pensons que l'humanité est à un tournant de son histoire et nous voulons porter une ambition forte : lutter contre le dérèglement climatique et viser la neutralité carbone avant la fin du siècle.

Nous nous engagerons dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau programme européen qui établira les objectifs à atteindre d'ici 2030. Il sera porté par un Haut-Commissaire européen dédié à l'impact climatique et à la biodiversité qui aura pour mission transversale de contrôler et valider l'engagement de programmes européens vers l'objectif COP25 et suivantes. Les peuples européens sont exaspérés de voir les dirigeants actuels signer de nombreux pactes et autres accords pour constater ensuite que ces derniers ne sont pas appliqués. Créer ce nouveau poste, c'est donner l'assurance à tous les citoyens européens que les promesses se transformeront enfin en actes. Par ailleurs, l'effectivité de la transition énergétique ne doit pas concerner uniquement les institutions européennes, mais aussi les États membres. L'UE devra ainsi faire ratifier la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité par les États membres, ce qui permettra d'accélérer la justice climatique.

La révolte des Gilets Jaunes a témoigné du rejet de l'injustice fiscale par nos compatriotes qui ne veulent plus être les seuls concernés par la fiscalité écologique. Nous rejetons ainsi l'idée

d'une écologie punitive et discriminatoire. Nous souhaitons que l'Union européenne renégocie la Convention de Chicago de 1944 qui interdit notamment la taxation du kérosène contenu dans les réservoirs d'un avion à son arrivée dans un pays. L'aviation civile pollue en effet bien davantage que les automobilistes. De manière plus générale, nous pensons que l'ensemble des entreprises européennes doit être exposé à une fiscalité environnementale contraignante afin qu'elles s'engagent et contribuent à la transition énergétique. Le prix de la tonne de CO₂ sur le marché du carbone européen est récemment tombé en dessous de 10 €. Nous proposons à nos partenaires de fixer un prix plancher de 100 €/tonne sur le marché européen du carbone. Il nous semble également nécessaire que soit conclu un pacte pour le climat avec les grands acteurs industriels et les bailleurs sociaux européens afin de leur fixer des objectifs ambitieux et de promouvoir les stratégies innovantes. Par ailleurs, le développement d'une fiscalité favorable à la transition énergétique exige d'envoyer des signaux forts au secteur financier. La France a émis début 2017 une obligation verte d'un montant de 7 milliards d'euros. Développer une fiscalité écologique impliquant l'ensemble des acteurs suppose de généraliser ce genre de dispositifs fiscaux européens incitant les investissements verts. Enfin, les Centristes souhaitent instaurer une taxe carbone aux frontières afin de lutter contre la concurrence déloyale de pays qui ne respectent pas nos normes environnementales.

Rétablir de la justice dans nos politiques environnementales en prenant en compte l'ensemble des acteurs — entreprises, compagnies aériennes, secteur financier, États étrangers — sera un premier pas de géant. Les députés centristes au Parlement européen, à l'avant-garde du défi climatique, s'engageront également en faveur de mesures proactives de la part de l'Union européenne.

Cette dernière devra fléchir clairement l'investissement dans la transition vers des économies bas-carbone et inclusives mais aussi prioriser la recherche et le développement de solutions pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures, notamment dans les domaines clés des transports aérien, maritime et de la construction. L'investissement vert européen devra inclure la biologie, la chimie verte, la restauration des écosystèmes et exclure tout soutien aux projets non durables. Cette ambition devra être financée par un budget énergétique commun alimenté par les États membres partageant les mêmes intérêts dans la conception et la mise en œuvre de leur mix énergétique. Par ailleurs, nous élaborerons des politiques visant à renforcer l'économie circulaire, notamment en valorisant les filières de recyclage pour bénéficier des opportunités du traitement des déchets et promouvoir la bioéconomie.

Les Centristes portent une idéologie profondément européenne depuis leurs débuts, mais nous ne croyons pas au projet d'Emmanuel Macron qui repose sur du sable. Il a totalement échoué à partager sa vision européenne à nos partenaires, comme en témoigne la réponse de la présidente de la CDU à sa tribune ou l'attitude du gouvernement néerlandais dans la participation d'Air France-KLM. Nous pensons qu'il existe pourtant une voie pour faire avancer l'Europe et la transition énergétique, à condition d'ouvrir les yeux sur la situation actuelle et d'accepter de n'avancer que progressivement. Pour citer Robert Schuman, père fondateur de la construction européenne, «l'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant des solidarités de fait.» Les Centristes, alliés avec

Les Républicains, sont prêts à porter cette vision lors des élections européennes du 26 mai 2019.